

31 janvier 2025

Lettre ouverte conjointe des ONG sur les loups :

Il faut inverser la dégradation injustifiée de la protection des loups à la Convention de Berne

A l'attention de :

Parties contractantes à la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe ainsi que leurs délégués

Pour information:

Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, Président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, Secrétaire de la Convention de Berne, ainsi que Bureau et Commission permanente

Mme Jessica Roswall, Commissaire européenne à l'environnement, à l'eau et à l'économie circulaire

Mme Florika Fink-Hooijer Directrice générale de la DG Environnement (Commission européenne) et fonctionnaires concernés

Médiateur de l'Union européenne

Objet : agir d'ici le 2 mars 2025 pour inverser la dégradation injustifiée de la protection des loups.

La décision de 2024 de déclasser la protection du loup, dénuée de fondement scientifique, doit être annulée. La Convention de Berne doit conserver son indépendance vis-à-vis de l'influence politique de l'UE. Il est essentiel d'accélérer une réforme systémique en ce qui concerne l'examen scientifique préalable des propositions des Parties, afin de remédier à l'absence de processus d'évaluation interne de la Convention et de préserver sa crédibilité. La Communauté scientifique européenne s'est prononcée contre le déclassement du loup.

Chères Parties contractantes à la Convention de Berne,

la récente décision de dégrader le statut de protection des loups (*Canis lupus*) dans le cadre de la Convention de Berne de « strictement protégé » (Annexe II) à « protégé » (Annexe III) uniquement, sur la base d'une proposition de l'Union européenne, a été adopté le 3 décembre 2024 par le Comité permanent.

Comme l'ont souligné des centaines de scientifiques et d'universitaires à travers l'Europe et le monde entier, ainsi que par l'Initiative pour les grands carnivores d'Europe (LCIE), cette décision manque de justification scientifique, compromet des décennies d'efforts de conservation et crée un précédent dangereux pour la protection de la faune sauvage en Europe. La Communauté scientifique européenne a donc recommandé au Comité permanent de la Convention de Berne d'interdire un vote sur la proposition ou de voter contre, en raison du manque de soutien scientifique adéquat. La proposition de l'UE s'appuyait sur un rapport non évalué par des pairs produit par un cabinet de conseil, commandé et financé par la Commission européenne. Les preuves scientifiques produites par la communauté scientifique ont contredit les affirmations de la Commission et du Conseil de l'UE selon lesquelles un déclassement était nécessaire. Ignorer ces recommandations d'experts a non seulement mis en danger la survie du loup, mais a également contribué à la dégradation de la situation des espèces menacées.

[1:https://www.greenimpact.it/wp-content/uploads/2024/11/VERSIONE-29-11_Open-Letter-26-November-2024_compressed.pdf](https://www.greenimpact.it/wp-content/uploads/2024/11/VERSIONE-29-11_Open-Letter-26-November-2024_compressed.pdf)
[2:https://drive.google.com/drive/folders/13Y4fuG3OpUKY7Wtw9Y2dMbfpBVeGuyMy](https://drive.google.com/drive/folders/13Y4fuG3OpUKY7Wtw9Y2dMbfpBVeGuyMy)
[3:https://lciepub.nina.no/pdf/638670498186284408_LCIE%20-%20statement%20on%20wolf%20downlisting%20proposal.pdf](https://lciepub.nina.no/pdf/638670498186284408_LCIE%20-%20statement%20on%20wolf%20downlisting%20proposal.pdf)

populations, mais elle a également porté atteinte à l'intégrité du processus décisionnel fondé sur la science, qui devrait constituer la base de toute proposition de modification de la Convention.

Le processus qui a conduit à l'adoption de cette décision a également révélé que la Convention de Berne n'applique pas de contrôle scientifique interne préalable aux propositions des Parties avant de les soumettre au vote. En outre, l'approche accélérée de la Commission européenne concernant cette reclassification a contourné les garanties procédurales standard. En contournant le délai habituel de 60 jours pour les objections à une proposition de l'UE à la Convention de Berne et en limitant les possibilités de recours en annulation, l'UE a méconnu les principes démocratiques fondamentaux qui sous-tendent la gouvernance environnementale. Cette action précipitée a effectivement réduit au silence les voix de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) et des citoyens concernés qui s'opposent depuis longtemps et vigoureusement à la dégradation du statut de protection du loup.

Il est toutefois possible de remédier à cette situation et de regagner la crédibilité de la Convention de Berne et de vos propres politiques. Nous vous invitons à garantir des politiques de conservation durables et fondées sur des données scientifiques en Europe et à prendre d'urgence les mesures suivantes :

- 1. Urgent : retirer le soutien à la décision de décembre 2024 de dégrader la protection des loups:** Compte tenu de ce qui précède, renversez toute position favorisant la dégradation de la protection du loup dans le cadre de la Convention de Berne et communiquez votre objection au Secrétariat de la Convention de Berne avant le 2 mars 2025. S'il y a au moins 17 objections, la décision n'entrera pas en vigueur.
- 2. Soutenir et accélérer un processus de réforme de la Convention de Berne pour la rendre à nouveau crédible : soutenir une révision du processus décisionnel interne pour protéger son indépendance, son intégrité et sa légitimité en tant que pierre angulaire de la Convention européenne pour la conservation des espèces et des habitats.** Chaque proposition visant à modifier un élément de la Convention de Berne doit être soumise à un processus d'examen scientifique transparent, rigoureux et indépendant afin d'évaluer sa légitimité et son fondement scientifique avant d'être soumise au vote. Le Secrétariat de la Convention de Berne doit avoir l'autonomie nécessaire pour décider de ne pas soumettre une proposition au vote si elle manque de justification scientifique solide. Il s'agit d'un devoir et d'une exigence pour la Convention de Berne, si elle veut maintenir sa crédibilité en tant que convention internationale, d'autant plus maintenant qu'elle demande une contribution économique obligatoire à toutes ses Parties. Dans le cas contraire, sa valeur ajoutée et sa légitimité seraient très discutables.
- 3. Soutenir les processus démocratiques:** Veiller à ce que toutes les décisions concernant les modifications à apporter à la Convention de Berne soient soumises à des procédures transparentes, inclusives et démocratiques, en laissant suffisamment de temps pour la consultation publique et les recours. En votant en bloc, l'UE dispose non seulement de la majorité des voix à la Convention de Berne, mais elle peut également faire taire l'opinion des États membres de l'UE qui se seraient opposés à la proposition de l'UE dans le cadre du processus de Berne (comme l'Espagne et l'Irlande dans ce cas). Aucun membre de la Convention de Berne ne devrait être autorisé à faire valoir sa propre proposition, en particulier lorsque celle-ci est motivée par des motifs purement politiques et ne repose sur aucun fondement scientifique.

La décision de dégrader le statut de protection des loups, sur la base d'un manque de données scientifiques, représente un recul important pour la conservation et les processus démocratiques en Europe. Elle contrevient aux processus établis, manque de justification scientifique et constitue une menace directe pour la biodiversité. Elle va également à l'encontre des principes fondamentaux de la Convention de Berne elle-même, qui, comme l'indique son préambule, reconnaît la valeur intrinsèque de la biodiversité.

«Décembre 2023 : <https://www.wwf.eu/?12540466/Nearly-300-NGOs-support-wolf-protection-in-open-letter-to-President-von-der-Leyen> , Septembre 2024 https://d1jvxz9iml9yb.cloudfront.net/resource/1709/attachment/regular/Protect_Wolves_Statement.pdf

«https://secure.avaaz.org/campaign/en/stop_wolf_hunting_loc/?copy : Enquête : les loups doivent être strictement protégés, selon une majorité d'habitants des zones rurales | Eurogroup for Animals

«Il convient également de noter que la majorité des répondants - plus de 70 % - au processus de consultation lancé par la Commission européenne en septembre 2023 ont exigé de maintenir une protection stricte pour les loups. <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/5d017e4e-9efc-11ee-b164-01aa75ed71a1/lanque-fr>

la valeur et les droits à la vie de la flore et de la faune sauvages, qui doivent être préservés et transmis aux générations futures.

La Convention de Berne est financée par les citoyens européens, mais elle n'a pas mis en place de processus transparents et crédibles de contrôle public. Le déclassement du loup a clairement démontré qu'il est trop simple de retirer la protection nécessaire à une espèce au sommet de la Convention de Berne uniquement pour des raisons politiques européennes, alors que la société civile dans son ensemble et la communauté scientifique européenne ont exigé le contraire.






Nous regardons! J'ai hâte de connaître les mesures que vous comptez prendre sur cette question très importante.

Cordialement,

les 76 organisations soussignées :

Contact pour toute correspondance complémentaire sur cette lettre :









Gaia Angelini
gaia.angelini@greenimpact.it
Portable : +39 -3480586408

PAYS	LOGO
Italie	
Suisse	
Italie	
Hongrie	
France	


Suède	 <p>WILD WONDERS Foundation</p>
Allemagne	 <p>Freundeskreis freilebender Wölfe e.V. www.freundeskreis-wolf.de</p>
Suède	 <p>SVENSKA ROVDJURSFÖRENINGEN</p>
Italie	 <p>LEGA ITALIANA DIFESA ANIMALI E AMBIENTE</p>
Suisse	 <p>WILDTIERSCHUTZ SCHWEIZ</p> <p>Suisse de conservation de la faune sauvage Svizzera conservazione della fauna selvatica Proteccziun dilis animals selvadis Svizra</p>
Italie	 <p>LNDP ANIMAL PROTECTION</p>
Belgique	 <p>European Bioeconomy Bureau</p>
France	 <p>International Conservation & Biodiversity Team - ICBT</p>
Italie	 <p>EARTH</p>
Pays-Bas	 <p>AVERTI ECOLOGISCH ADVIES</p>
France	 <p>FOCALE pour le Sauvage</p>

Royaume-Uni	
Pays-Bas	
Allemagne	
France	
États-Unis	
Suisse	
France	
Belgique	
Autriche	
Allemagne	
Pays-Bas	




Allemagne	
Royaume-Uni	
Italie	
Pays-Bas	
Royaume-Uni	
Allemagne	
Serbie	
Allemagne	
Autriche	
Pologne	

Serbie	 <p>БЕЛА ЧАПЉА 1165</p>
Portugal	
France	
Suisse	 <p>GALLIFREY FOUNDATION</p>
Allemagne	
Espagne	
Italie	
Italie	

Italie	
Italie	
Italie	
Italie	
Italie	
Italie	
Italie	
Italie	
Italie	

Italie	
Italie	
Italie	
Italie	
Italie	
Italie	
Pays-Bas	
Royaume-Uni	
Roumanie	
France	

France	
Suède	
Royaume-Uni	
Belgique	
Royaume-Uni	
République tchèque	
France	
Suède	

Royaume-Uni	
Finlande	
Irlande	
Bulgarie	